

## Résumé

**Mots-clés :** antisémitisme – extrêmes droites – populisme – nationalisme

### **De l'enracinement à l'autochtonie. Les transformations de l'idéologie dans les extrêmes droites et les populismes nationalistes en Europe.**

En 2007, la notion de « peuple autochtone » est consacrée juridiquement par la Déclaration sur les droits des peuples autochtones de l'ONU. Des groupes sociaux s'en saisissent afin d'obtenir des droits à l'auto-détermination ainsi qu'à la réparation rétrospective du tort que leurs ancêtres ont subi dans le passé. Mais, en Europe, les groupes nationalistes d'extrême-droite reprennent à leur compte cette catégorie identitaire et la subvertissent. Ainsi apparaît une nouvelle idéologie : un peuple blanc habitant anciennement l'Europe, aujourd'hui envahi, se trouverait dès lors victime de discrimination et en danger d'extinction, au niveau ethnique, culturel et religieux. Il s'agit de la troisième phase du nationalisme moderne, après l'idéologie de l'enracinement dans les années 1870, puis le différentialisme culturel proposé au sein du GRECE en 1969. Désormais, les nouveaux nationalistes, à l'instar des tenants du « grand remplacement », se voient comme des « souchiens » ou « natifs », c'est-à-dire des autochtones envahis par l'islam et menacés d'extinction, et réclament dès lors des droits spécifiques. Ce texte propose d'analyser la naissance et le succès de cette nouvelle idéologie.

\*\*

## Abstract

**Keywords:** antisemitism – far rights – populism – nationalism

### **From rooting in the soil to indigeneity. A study of the mutations of the ideology in the far right political movements and nationalist populism in Europe.**

In 2007, the UN Declaration of the rights of indigenous people legally recognized the notion of indigeneity. Social groups therefore used this notion, so that they could obtain the right to self-determination and compensation for the harm their ancestors have suffered in the past. Meanwhile, in Europe, nationalist far right groups adopted this identity building and subverted it. They defend a new ideology, based on the idea that white people were the first inhabitants of Europe, and that nowadays, because of a supposed invasion of migrants, they are discriminated and threatened with extinction, at an ethnical, cultural and religious level. This can be seen as the third step of modern nationalism – the first was the ideology of rooting in the soil in the years 1870, and the second the theory of cultural differentialism in 1969. Today, the new nationalists, like the ones who believe in the « great replacement », see themselves as natives – they claim to be indigenous people threatened by Islam, and ask for specific rights. This text aims to analyze the birth and the success of this new ideology.

**Régis Meyran** est titulaire d'un doctorat de l'EHESS en anthropologie sociale et ethnologie, et d'une HDR en ethnologie de l'université de Nice-Sophia Antipolis. Il est à la fois chercheur, éditeur et journaliste spécialisé dans les sciences sociales et particulièrement l'anthropologie. Il travaille pour l'UNESCO comme rédacteur français du *Courrier de l'UNESCO*, et est par ailleurs directeur d'une collection de livres d'entretiens chez l'éditeur TEXTUEL (12 livres d'entretiens réalisés à ce jour). Il est aussi régulièrement pigiste pour les magazines *Sciences Humaines* et *Alternatives économiques* (plus ponctuellement pour *Le Journal du CNRS*, *Pour la science*, *Télérama*, etc.). Il a publié notamment : *Le Mythe de l'identité nationale* (Berg international, 2009) ; (avec V. Rasplus) *Les pièges de l'identité culturelle* (Berg international, 2012) ; Lévi-Strauss, un regard neuf sur l'Autre (« Les génies de la science », publication de *Pour la Science*, 2009) et co-dirigé : (avec J. Christophe et D.-M. Boëll) *Du folklore à l'ethnologie*, éditions de la MSH, 2009 ; (avec L. De Cock) *Paniques identitaires*, Le Croquant, 2017. Il a également co-réalisé le dossier « Bienvenue dans l'Anthropocène » du *Courrier de l'UNESCO*, 2018-2 et « L'intelligence artificielle, promesses et menaces » du *Courrier de l'UNESCO*, 2018-3.

## De l'enracinement à l'autochtonie. Les transformations de l'idéologie dans les extrêmes droites et les populismes nationalistes en Europe

Régis Meyran,  
EHESS

Depuis les premiers travaux réalisés sous l'égide du Conseil économique et social de l'ONU dans les années 1970, le vocable « autochtone » s'est imposé dans les traductions françaises, alors que les termes *indigenous* en anglais et *indigena* en espagnol prévalaient pour désigner une même réalité, celle de communautés

liées par une continuité historique avec les sociétés antérieures à l'invasion et avec les sociétés précoloniales qui se sont développées sur leurs territoires, [et qui] s'estiment distinctes des autres segments de la société qui dominent à présent sur leurs territoires ou parties de ces territoires. Elles constituent maintenant des segments non dominants de la société et elles sont déterminées à préserver, développer et transmettre aux futures générations leurs territoires ancestraux et leur identité ethnique, qui constituent la base de la continuité de leur existence en tant que peuples, conformément à leurs propres modèles culturels, à leurs institutions sociales et à leurs systèmes juridiques.

C'est ce qu'écrit le rapporteur spécial José Martínez Cobo (1987). Ce choix lexical s'explique par le fait que le terme « indigène » renvoyait trop explicitement à la

catégorie juridique des « sujets indigènes » de l'Empire colonial français, lesquels étaient soumis à la souveraineté française sans avoir le bénéfice de son exercice. Le terme « autochtone » s'est substitué au terme « indigène » dans la rhétorique administrative après 1946, c'est-à-dire après la transformation de l'empire colonial en Union française. Le mot « indigène » est alors devenu pour ainsi dire tabou, jusqu'à sa réappropriation militante récente par des descendants de sujets impériaux (à l'instar du mouvement des « Indigènes de la République », créé en 2005). En 2007, la notion de « peuple autochtone » est consacrée juridiquement par la Déclaration sur les droits des peuples autochtones de l'ONU. Dès lors, cette notion est utilisée, dans l'espace public mondial, à la fois comme catégorie légale, identitaire et politique (Gagné, Salaün, 2009). Des groupes sociaux s'en saisissent afin d'obtenir des droits à l'auto-détermination ainsi qu'à la réparation rétrospective du tort que leurs ancêtres ont subi dans le passé. Ce cadre normatif international est non contraignant puisqu'il a pris la forme d'une « déclaration » (et non d'une convention ou d'un traité), mais il peut contribuer à permettre aux peuples autochtones de sortir de la précarité ou de la marginalité qui les frappent.

Or, on ne pouvait pas prévoir un autre usage de cette nouvelle catégorie identitaire. En effet, depuis les années 2010, les extrêmes droites européennes ont repris à leur compte cette définition de l'autochtonie, même si le mot lui-même, utilisé peu fréquemment, comporte plusieurs équivalents (« natifs », « souchiens », etc.) : leurs porte-paroles affirment qu'ils s'expriment au nom d'un peuple habitant anciennement l'Europe, aujourd'hui envahi, et se trouvant dès lors victime de discrimination et en danger d'extinction, au niveau ethnique, culturel et religieux. En diffusant cette idéologie politique, ils détournent la notion d'autochtonie, ce qui confère à leur discours une grande efficacité dans un contexte de crise économique, d'attentats et d'augmentation globale des flux migratoires. On peut voir cette opération comme une inversion des idéologies progressistes, selon une tactique typique des actuelles extrêmes-droites, mise en place dès les années 1970. Nous proposons ici un historique en trois phases de cette évolution de l'idéologie nationaliste française, puis évoquerons brièvement quelques équivalents dans l'Europe actuelle.

### **Les deux faces du nationalisme français : l'éternel combat contre les Juifs et l'idéologie de l'enracinement.**

En France, le nationalisme moderne se fonde aux alentours de 1870, à la fois sur une identité nationale mythique et sur la perception de l'étranger comme une menace. Les éléments discursifs de ce grand récit définissant les Français « authentiques » et inventé par des historiens, des anthropologues, des folkloristes et des écrivains régionalistes de tous bords politiques, peuvent se reconfigurer selon les époques mais ils gardent une structure commune, qui s'articule autour de trois petits mythes : 1/ La France a été habitée il y a fort longtemps par une race de paysans qui vivaient heureux, car leur mode de vie et leurs traditions étaient en osmose avec la nature ; 2/ La France a été jadis le lieu d'un affrontement entre deux races, gauloise et franque, dont les descendants composent aujourd'hui l'authentique population du pays ; 3/ Auparavant, la race française était pure ; aujourd'hui, elle est en plein déclin, mais on peut la régénérer en fondant un nouvel ordre social, établi par la sélection raciale

ou culturelle (Meyran 2009 : 167). A quoi s'ajoute un volet complémentaire de ce discours mythique : les nationaux voient leur bonheur menacé par un envahisseur éternel : le Juif (Taguieff 1999 : 16-17).

Ce sont les élites intellectuelles et politiques de la III<sup>e</sup> République qui consolident ce grand récit, en accordant une importance nouvelle à la nationalité (loi de 1889) et en développant le « roman national » dans l'enseignement de l'histoire. On inculque alors aux écoliers un récit des origines de la France, contant l'histoire d'un peuple dont les traditions remontent à la nuit des temps (les Gaulois), et s'illustrant par une série de hauts faits politiques ou guerriers, incluant une galerie de héros (Vercingétorix, Charlemagne, Jeanne d'Arc...). On leur enseigne également le territoire national (la diversité des « terroirs ») et la beauté de la langue française (les textes classiques des grands écrivains canonisés). Enfin, dans les années 1880, au moment où la sphère publique est en gestation et où se développent les journaux de masse, s'invente un ennemi prototypique, qui est supposé menacer l'identité nationale (Noiriel, 2007). Cet ennemi est le Juif, décrit également comme un espion allemand. On trouve notamment ce stéréotype dans le best-seller du journaliste antisémite Édouard Drumont, *La France juive* (1886), comme dans le journal qu'il dirige, *La Libre parole*. C'est cet ennemi contre lequel se dresseront les nationalistes antidreyfusards.

L'antisémitisme est alors parfaitement central dans le nationalisme français. Les années 1860-1880 voient en effet la naissance d'un « antisémitisme de plume », une tradition d'extrême-droite se fondant avant tout sur le « corpus drumontien 'enrichi' par l'héritage des *Protocoles des Sages de Sion* et quelques emprunts occasionnels au 'racisme scientifique' ou à la raciologie nazie » (Taguieff, 1999 : 14-15). Il s'agirait là, selon Pierre-André Taguieff, d'un « antisémitisme d'expression identitaire », qui restera stable jusqu'en 1940 (*Ibid.*). Celui-ci est à distinguer de l'antisémitisme d'opportunisme (chez ceux ne faisant que « suivre » les directives de l'occupant nazi), qui a contribué à mettre en place la législation antijuive de 1940-1941, et de l'antisémitisme d'activisme qui aboutira au premier statut des Juifs (3 octobre 1940) sous le Régime de Vichy et à la création du Commissariat général aux questions juives (29 mars 1941). Cette tradition antisémite à la française, qui constitue une « vision du monde », produit une vision manichéenne de l'histoire opposant tous les peuples aux Juifs et leur supposée volonté de domination mondiale. Ce récit du « péril juif » est central chez Drumont, mais on le retrouve dans le « nationalisme intégral » de Charles Maurras (qui reconnaît sa dette à l'égard de Drumont), pour qui l'« idée antisémite » est la première idée contre-révolutionnaire, comme également chez Maurice Barrès, qui s'inspire du même schéma drumontien. Cette tradition se retrouve sous l'Occupation chez des auteurs comme Henry Coston, Lucien Rebatet et Jean Boissel, tous fervents admirateurs de Drumont, ou encore Robert Brasillach, adepte de la théorie du « complot juif ». Chez tous ces auteurs, l'antisémitisme s'articule complètement avec le nationalisme français.

L'existence de cette tradition antijuive articulée avec le nationalisme va se heurter à ses propres contradictions avec la question du traitement des Français juifs sous Vichy : sont-ils Français bien que Juifs ou alors des Juifs nécessairement ennemis

de la France ? En effet, d'un côté, les Juifs français subissent persécutions et discriminations. Le premier statut des Juifs (octobre 1940) les exclut de la fonction publique, de l'armée, de l'enseignement, de la presse, de la radio et du cinéma ; le deuxième statut (juin 1941) établit un *numerus clausus* à l'université et dans les professions libérales. Enfin, en juillet 1941, c'est l'« aryansisation » des entreprises dirigées par des personnes juives. Mais, par ailleurs, l'articulation mythique entre l'identité nationale et l'ennemi juif trouve ses limites dans le fait que Vichy répugne à déporter les Juifs français lors de la rafle du Vél d'hiv. A la demande du IIIe Reich et sur ordre du Régime de Vichy, la police française rafle et interne au Vél d'hiv (16 et 17 juillet 1942), avant de les déporter, plus de 12000 Juifs étrangers et apatrides réfugiés en France (Wieviorka, 1992 : n.p.). Par ailleurs, à cette tradition d'antisémitisme « de plume », on peut opposer une seconde tradition : l'antisémitisme racial à prétention scientifique, qui s'est développée chez des médecins ou anthropologues déviants et marginalisés sous la IIIe République, qui sous l'Occupation vont se trouver soudainement en position de force (George Montandon, René Martial, Henry Coston, Alexis Carrel), qui eux ne sont pas des théoriciens du nationalisme.

Mais un autre aspect fondamental du nationalisme moderne réside dans l'idéologie de l'enracinement : pour ses défenseurs, il ne suffit pas d'avoir la nationalité, il faut aussi être le descendant de nombreux ancêtres ayant habité une même région française. Le théoricien principal de cette idée est Maurice Barrès, écrivain antidreyfusard et antisémite, maître à penser de la droite nationaliste de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à l'entre-deux-guerres, chantre du traditionalisme, de l'attachement aux racines, de la famille, de l'armée et de la terre natale. « Il faut raciner les individus dans la terre et dans les morts », écrit-il dans « La terre et les morts », un discours qu'il prononce le 10 mars 1899 à la Ligue de la patrie française (ligue antidreyfusarde s'opposant à la Ligue des droits de l'homme). Il ajoute :

« Le terroir nous parle et collabore à notre conscience nationale, aussi bien que les morts. C'est même lui qui donne à leur action sa pleine efficacité. Les ancêtres ne nous transmettent intégralement l'héritage accumulé de leurs âmes que par la permanence de l'action terrienne. »

Puis :

« Il participe naturellement de la conscience nationale, il est nécessairement d'accord avec les destinées du pays, alors même qu'il ne saurait pas les formuler, celui qui, plongé par son hérédité dans un milieu, en suit insensiblement les évolutions. L'administrateur et le législateur peuvent s'inspirer dans toutes leurs mesures de ce grand principe : la patrie est plus forte dans l'âme d'un enraciné que dans celle d'un déraciné<sup>1</sup>. ».

<sup>1</sup>- Maurice Barrès, *La terre et les morts : sur quelles réalités fonder la conscience française : troisième conférence*. Discours à la Ligue de la patrie française [1899].

Ainsi, pour Barrès, si l'individu n'est pas « né de la terre » (comme le seraient les autochtones, selon l'étymologie grecque du mot), il y est en tout cas « enraciné », il est attaché à la terre, par le poids des générations qui l'ont précédé et ont habité la même terre que lui. La véritable identité nationale ne peut donc pas simplement s'enseigner par le roman national, elle doit être garantie par l'enracinement – soit le fait de descendre d'une longue lignée d'ancêtres nés sur le sol français, dans un terroir. C'est donc, en dernier ressort, le fait d'être enraciné qui distingue le vrai Français de l'étranger.

La logique nationaliste de l'enracinement va parcourir les années d'entre-deux-guerres et trouver son apogée dans la Révolution nationale, l'idéologie du Régime de Vichy (Meyran, 2009). Ce sont des nationalistes de l'Action française, des écrivains régionalistes et des ethnologues-folkloristes (notamment au musée des Arts et Traditions populaires), c'est-à-dire tous ceux qui pensent que leur utopie du retour à une société traditionnelle peut enfin voir le jour grâce au nouveau régime, qui diffusent cette propagande aux informations cinématographiques, dans les radios locales, dans des magazines populaires ou spécialisés – tout cela sous le contrôle des Comités de propagande par le folklore, installés dans chaque région administrée par Vichy.

Sous Vichy, la prise de conscience de l'enracinement des vrais Français est supposée être le moteur du régime, une façon pour le peuple de renouer avec sa force vitale afin de dépasser l'amère défaite de 1940 et de relever le pays – un rêve éveillé puisque le pays est aux ordres des nazis. Ainsi, le maréchal Pétain se pose en sauveur : le peuple se relèvera grâce au culte du chef, mais aussi par le travail de la terre et dans la pratique des traditions folkloriques. Artisanat, fêtes des saints locaux, chants et danses traditionnels pratiqués par des groupes de jeunes filles en costume de la région sont très encouragés par la propagande dans les régions de la zone dite « libre ». À Toulouse, cette propagande est particulièrement active, sous la houlette de l'ancien numéro deux du musée des Arts et traditions populaires, André Varagnac, un folkloriste qui est nommé chef du bureau du régionalisme. Celui-ci organise des expositions itinérantes mélangeant objets traditionnels récoltés par les Compagnons de France et documentation sur la « France nouvelle » du maréchal. Il faut dire que le directeur du musée, Georges Henri Rivière avait rencontré Pétain, et qu'il était prêt à tout pour sauver son institution. En Provence, dans la ville d'Arles, l'archéologue et folkloriste Fernand Benoît, le directeur du musée ethnographique de la ville, le Museon Arlaten, célèbre au sein de sa *Revue d'Arles* le costume des Arlésiennes ou celui des « gardians » de Camargue (des garçons vachers habillés selon un costume « traditionnel », en réalité inventé au XIX<sup>e</sup> siècle), les œuvres en provençal du fondateur du Félibrige Frédéric Mistral, tout en chantant les louanges du nouveau régime. Plus généralement, dans la France de Vichy, les héros anonymes de l'identité française sont le paysan, l'artisan, la femme au foyer ou encore la jeune fille en costume, des personnages qui sont enracinés dans un terroir, une lignée d'ancêtres et une tradition, qui sont mis en scène dans les romans d'écrivains régionalistes comme Henri Pourrat, Jean Gazave, René Gillouin ou par des écrivains d'ampleur nationale comme l'académicien Henry Bordeaux. Mais l'idéologie de l'enracinement ne résistera pas à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

### La reconstruction du nationalisme : le différentialisme culturel du GRECE

Avec la fin de la guerre et la Libération, le grand public découvre avec stupeur les images de la libération des camps d'extermination nazis. Le nationalisme, comme le racisme, sont devenus inacceptables dans l'espace public. En conséquence, il faudra plusieurs décennies pour que les nationalistes renouvellent leur idéologie pour la rendre plus acceptable. En outre, à l'heure de la construction de l'Union européenne et de l'intensification de la mondialisation des échanges économiques, l'enracinement dans un terroir n'est plus un thème porteur, ou en tout cas il est insuffisant pour attirer à soi un nouveau public. La nouvelle orientation va être pensée, au début de l'année 1969, au sein du GRECE (Groupement de Recherches et d'Études pour la Civilisation Européenne). Il s'agit d'un club de réflexion et de propagande (dont de nombreux membres dirigeants estimeront par la suite nécessaire de poursuivre le « combat culturel » en adhérant au Front national), qui publie deux revues, *Nouvelle école* et *Éléments*, et dont un des animateurs principaux est l'essayiste Alain de Benoist.

La nouvelle doctrine du GRECE prétend se fonder sur des travaux en sciences humaines et sociales (notamment anthropologiques), mais elle est imprégnée de plusieurs erreurs de raisonnement qui lui retirent irrémédiablement toute crédibilité scientifique. Parmi les orientations adoptées, la plus significative pour notre propos est « l'éloge de la différence culturelle érigée en absolu » (Camus, 1996 : 21). Pour les membres du GRECE, la « civilisation européenne » a été faite par une « race blanche » pourvue d'une « culture indo-européenne » – d'où la référence aux travaux du mythologue Georges Dumézil<sup>2</sup>. Sans entrer dans le débat sur la validité scientifique du modèle arborescent indo-européen, c'est-à-dire sur l'adéquation entre les langues, les mythes, la culture matérielle et les caractéristiques génétiques d'un ensemble de peuples européens ayant une origine commune, il nous suffit ici de constater que l'idée indo-européenne contient indéniablement une part de mythe – un mythe des origines occidental, qui depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à aujourd'hui a fait couler beaucoup d'encre, tant dans le domaine de la science que dans ses usages politiques (Demoule, 2014). C'est de ce mythe que se réclament les nouveaux nationalistes du GRECE : notamment parce que leur vision de la « culture indo-européenne » est idéalisée et vue comme un héritage ancestral fixe, et parce qu'ils associent cette culture à une fantasmatique « race blanche ».

En 1974, Alain de Benoist explicite en détail ce nouveau point de vue pour la revue *Éléments*. Relevons quelques ponts intéressants pour notre propos. Tout d'abord, il ne s'affirme pas raciste, et se dit même « contre tous les racismes », « y compris l'antiracisme »<sup>3</sup>... Il critique même la notion de race, lui préférant la notion de population (au sens des généticiens, il a donc très probablement lu « Race et culture » de Lévi-Strauss, 1971) et celle d'ethnie, qu'il définit comme une combinaison de la race et de la culture, seul concept selon lui capable de rendre compte de l'« âme

<sup>2</sup>- Lequel figurera même brièvement, peut-être par un besoin exagéré de reconnaissance publique, dans le comité de patronage de Nouvelle école, avant de se retirer, s'étant rendu compte qu'il se faisait manipuler (Eribon, 1992 : 284).

<sup>3</sup>- Ce n'est pas le sujet de cet article, mais signalons rapidement que le fait de présenter l'antiracisme comme un racisme est typique de la logique confusionniste de la nouvelle extrême droite.

populaire d'un peuple » et de sa vision du monde. Mais surtout, on ne peut pas selon lui comparer les races : « toutes les races sont supérieures, toutes ont leur génie propre » (de Benoist, 1974). Il ajoute que, malgré l'intérêt qu'il éprouve pour les cultures autres, on ne peut pas « les apprécier de l'intérieur ». En outre, si la xénophobie est « odieuse », il est « naturel » de « préférer la culture à laquelle [on] appartient », de se consacrer à sa « défense » et à son « illustration ».

Une ethnie est une race imprégnée d'une culture ; or, toutes les ethnies se valent, mais chacune doit conserver ses caractéristiques propres, car il est normal de défendre son peuple et ses valeurs : la logique argumentative d'Alain de Benoist a été désignée par le politologue Pierre-André Taguieff sous le terme d'ethno-différentialisme ou différentialisme culturel (Taguieff, 1988). Ce concept est au fondement du programme des nouveaux nationalistes. Si on souhaite en faire une critique du point de vue anthropologique, il est possible de décrire ce programme plus précisément selon quatre caractéristiques : 1/ la culture vient remplacer la race comme vecteur principal de l'identité nationale ; 2/ la culture est une construction mythique faite d'éléments purs n'ayant pas varié depuis la nuit des temps ; 3/ la culture est utilisée comme explication totalisante du comportement et de la pensée des membres d'une même nation (culturalisme) ; 4/ chaque culture doit être séparée des autres, de façon à ce qu'elle conserve sa pureté (différentialisme culturel) (Meyran, 2012). Quarante ans après, ce programme reste fonctionnel, bien qu'il ait subi quelques petits changements.

Précisons au passage qu'on trouve à la même époque dans le monde anglo-américain des mouvements d'affirmation des minorités qui dans certains cas ont pu mener à un essentialisme racial et culturel et à l'enfermement identitaire : c'est le cas notamment du mouvement séparatiste noir américain Nation of islam : fondé par Fard Muhammad à Detroit en 1930, puis dirigé par Elijah Muhammad et repris en main dans les années 1980 par Louis Farrakhan, ce mouvement prône un islam « originel » (non reconnu par les quatre grands courants de l'islam) et réservé aux Noirs. Il affirme la supériorité de la race noire, à maintenir pure et séparée de la race blanche (Guedj, 2003). En France, Nation of islam a servi de modèle à Kemi Seba, militant afrocentriste et antisémite revendiqué, ancien leader de la « tribu Ka » (créée en 2006, dissoute en 2009) qui s'est illustré lors d'une descente rue des Rosiers en 2006 afin d'en découdre avec « les milices juives » (dont la LDJ) à la suite de l'affaire Halimi, ou encore lors d'une manifestation au Musée du Quai Branly pour dénoncer l'esclavage et la colonisation. La dérive progressive du polémiste Dieudonné (qui fut un temps proche de Seba) vers le complotisme, l'antisémitisme voire le négationnisme, est un autre cas de cet aveuglement identitaire.

### **Les « souchiens » et « natifs » de la nouvelle extrême droite, un décalque de l'autochtonie**

Depuis les années 2010, on assiste à une inflexion dans la doctrine du nouveau nationalisme. À la faveur d'un nouveau contexte européen – les crises économiques à répétition et les récessions successives qui ont mis les nations à cran, les attentats djihadistes, l'arrivée massive de migrants notamment en provenance de Syrie –, il

ne s'agit plus de défendre le principe du « chaque peuple doit rester chez soi » : désormais, il est considéré que l'invasion a eu lieu, et que les peuples européens sont tout simplement menacés d'extinction. En quelque sorte, ils sont devenus eux aussi des « peuples autochtones ». En France, la nouvelle extrême droite s'attribue donc une autochtonie imaginaire : puisque le pays est désormais colonisé par l'islam (notamment les banlieues, décrites sur les réseaux sociaux ou dans les forums comme des « territoires occupés »), le peuple européen doit affirmer son identité car celle-ci est menacée par les envahisseurs, et exiger certains droits puisqu'il était là avant eux.

L'écrivain d'extrême-droite Renaud Camus est le principal théoricien du « grand remplacement », une notion qu'il a introduite en 2010, pour désigner le phénomène « le plus important des dix ou quinze derniers siècles » en Europe et qu'on pourrait tout aussi bien dénommer, affirme-t-il, « submersion migratoire », « substitution ethnique », « invasion », « changement de peuple et de civilisation » ou encore « colonisation ». Pour analyser ce phénomène, il propose de distinguer différents protagonistes : les « remplacés » (les « Français de souche »<sup>4</sup> ou « souchiens » ou encore « populations natives »), les « remplacistes » (les gouvernements qui contribuent au grand remplacement) et les « remplaçants », à savoir les immigrés d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne (« Les vieillards sont français de souche, mais les nourrissons sont arabes et noirs, et volontiers musulmans »)<sup>5</sup>. La conséquence de ce phénomène serait l'effacement de la culture et des valeurs nationales, ainsi que la domination musulmane en Europe.

Il n'est pas trop besoin de s'appesantir sur le fait qu'il s'agit là d'un pur fantasme. Certes, les vagues successives de migrations ont évidemment une influence sur les pratiques culturelles en France, et par ailleurs, l'augmentation des flux migratoires au niveau mondial (pour des raisons politiques, économiques, climatiques) est une réalité indiscutable, mais ces flux n'aboutissent pas tous en Europe. Du reste, l'immigration a drastiquement diminué en France depuis 1974 et le solde migratoire reste stable depuis lors. Enfin, les musulmans sont minoritaires en France – selon l'enquête Teo de l'INED, l'estimation moyenne du nombre de Français musulmans était de 4,1 M en 2008, soit 6,4% de la population (Simon et Tiberj, 2008 : 6).

Le « grand remplacement » est une théorie complotiste, démentie par tous les démographes. On peut la voir comme une panique identitaire (De Cock, Meyran, 2017), qui se diffuse de façon virale dans la sphère médiatique, et vient capter l'angoisse économique et sociale des Français (les crises économiques à répétition, engendrées par le capitalisme financiarisé et dérégulé, générant déclassement, précarité, chômage, pauvreté, etc.), au profit d'entrepreneurs identitaires tels que les nouveaux nationalistes. On en trouve écho dans *Soumission* de Michel Houellebecq (2015), roman de politique-

<sup>4</sup>- Le terme « Français de souche » qui existait au XIX<sup>e</sup> siècle dans le contexte algérien, revient sur le devant de la scène de façon polémique dans les années 1990 avec les travaux de Michèle Tribalat, laquelle préférera par la suite l'expression de « Français au carré » (« Français né en France de deux parents nés en France », cf. *Le Bras*, 1998).

<sup>5</sup>- Renaud Camus, lors de l'émission « Répliques », animée par Alain Finkielkraut, France culture, 10 juin 2017.

fiction aux forts accents remplacistes, dans lequel le célèbre écrivain imagine une France où s'affrontent deux partis politiques – le Front national et un parti musulman –, et où toutes les étudiantes de la Sorbonne portent le voile islamique.

Le thème du grand remplacement s'est trouvé récemment placé sous le feu des projecteurs médiatiques, quand chaînes de radio, de télévision et grands journaux ou magazines ont salué comme un « événement », probablement pour son aspect polémique et parce qu'il défend une thèse simpl(ist)e, l'ouvrage *La ruée vers l'Europe*, écrit par le professeur d'université américaine et ancien journaliste à *Libération* Stephen Smith (2018). Cet essai défend l'idée que 80 millions d'immigrés subsahariens immigreraient en Europe d'ici à 2050, et viendraient alors constituer à cette date 26 % de la population européenne – voire plus de la moitié de la population de l'UE pour ce qui est des moins de 30 ans. Ce livre, qui traite de démographie alors que son auteur n'est pas démographe, a donné lieu à des critiques sévères par tous les démographes, notamment François Héran, qui attribue à Smith de nombreuses erreurs de raisonnement et lui reproche de diffuser, sans la nommer, la thèse du grand remplacement (Héran, 2018).

On trouve enfin des échos de cette thèse, certes de façon plus euphémisée, dans les livres de l'essayiste Christophe Guilluy, depuis *Fractures françaises* (2010) jusqu'à *No Society* (2018), qui utilise justement le terme d'« autochtone » pour désigner les classes populaires non-immigrées récemment dans les pays occidentaux. Il résume le fil directeur de ses publications dans un entretien donné au *Figaro* : « Dans chacun des grands pays industrialisés, les catégories populaires « autochtones » éprouvent une insécurité culturelle. » Cette angoisse s'expliquerait par le raisonnement suivant : « Dans les sociétés multiculturelles, l'assimilation ne fonctionne plus. (...) En France, l'immobilier social s'est spécialisé dans l'accueil des populations immigrées. (...) Les catégories populaires d'origine européenne et qui sont éligibles au parc social s'efforcent d'éviter les quartiers où les HLM sont nombreux. Elles préfèrent déménager en grande banlieue, dans les petites villes ou les zones rurales pour accéder à la propriété et acquérir un pavillon » ; en effet, « le nombre de l'autre inquiète », les classes populaires « n'ont pas envie de devenir minoritaires » dans leur pays et cela expliquerait leur vote à l'extrême-droite<sup>6</sup>. Mais, évoquer les « autochtones » menacés de devenir minoritaires par le grand nombre d'immigrés (et sans jamais préciser qu'il s'agit d'un discours qui ne correspond pas à la réalité observable<sup>7</sup>), n'est-ce pas se référer, sans évoquer directement ce terme, à la théorie complotiste du « grand remplacement » ?

<sup>6</sup> Christophe Guilluy, « L'insécurité culturelle traverse tout l'Occident », interview par Guillaume Perrault, *Le Figaro*, 28 septembre 2018.

<sup>7</sup> Les Français non-issus de l'immigration récente sont loin d'être minoritaires en France. Selon l'INSEE, les immigrés constituent actuellement 9% de la population, les descendants d'immigrés 10%. Précisons en outre que, chez les immigrés comme chez les descendants d'immigrés, les couples mixtes (couples constitués d'un conjoint immigré et d'un conjoint non-immigré) prédominent : la moitié des descendants d'immigrés ont un seul parent immigré, et deux tiers des descendants d'immigrés de 25 ans ou plus vivant en couple ont choisi un conjoint sans lien direct avec l'immigration. cf. Brutel, 2017 ; Lê & Okba, 2018.

### Généralisation à l'Europe : la rhétorique de l'invasion et de la résistance des autochtones

À peu près au moment où se diffuse la théorie du grand remplacement, l'idée d'une Europe menacée d'invasion se généralise dans toutes les extrêmes droites européennes. On en trouve un équivalent dans l'ouvrage de l'essayiste britannique Bat Ye'or, *Eurabia* (mot-valise contenant les mots « Europe » et « Arabia »), selon qui il existerait un complot visant à faire de l'Europe une colonie islamique (Bat Ye'or, 2006). On citera deux pays où les nationalistes fondent leur communication sur la peur d'une submersion de l'Europe par les migrants.

Le président de la Hongrie, Viktor Orban, déclarait début 2018 au magazine Bild : « Nous ne considérons pas ces gens comme des réfugiés musulmans. Nous les considérons comme des envahisseurs musulmans »<sup>8</sup>. Celui-ci souhaite en effet conserver le « profil culturel, ethnique et religieux de la Hongrie et de l'Europe »<sup>9</sup>, et entend préserver la Hongrie de la menace de « submersion » par les migrants, grâce à la mise en place de murs le long des frontières se trouvant sur le passage des voies de migration. Ses partisans, le jour de la victoire de sa formation Fidesz aux législatives d'avril 2018, l'ont élu dans le but de « résister aux envahisseurs »<sup>10</sup>. En Allemagne, les militants d'Alternative für Deutschland (AfD), usent de la même rhétorique : ils évoquent le « danger de « déculturation » (Überfremdung) » représenté selon eux par les demandeurs d'asile<sup>11</sup>. Ils souhaitent fermer les frontières pour « protéger le pays » contre la menace de l'islam et « empêcher une invasion massive »<sup>12</sup>.

<sup>8</sup>- <https://www.valeursactuelles.com/monde/viktor-orban-les-migrants-doivent-etre-consideres-comme-des-envahisseurs-musulmans-92246>

<sup>9</sup>- <https://www.bild.de/politik/ausland/viktor-orban/der-ton-aus-deutschland-ist-schroff-grob-aggressiv-44701954.bild.html>

<sup>10</sup>- [https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/04/08/elections-en-hongrie-orban-donne-vainqueur\\_5282652\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/04/08/elections-en-hongrie-orban-donne-vainqueur_5282652_3214.html)

<sup>11</sup>- [https://www.liberation.fr/planete/2018/10/10/allemande-l-afd-donne-langue-au-troisieme-reich\\_1684556](https://www.liberation.fr/planete/2018/10/10/allemande-l-afd-donne-langue-au-troisieme-reich_1684556)

<sup>12</sup>- <http://lvsl.fr/lextreme-droite-allemande-afd-enleve-masque>

### **Conclusion : un décalque discutable de l'autochtonie**

En un sens, les revendications des nouvelles extrêmes droites ressemblent donc à celles des peuples autochtones. C'est le cas par exemple en France chez les tenants du « grand remplacement » : on retrouve dans leur discours les éléments caractéristiques de l'autochtonie, comme l'auto-définition (« nous sommes le peuple européen blanc »), la non-représentation politique (les « remplacistes » contribuent au grand remplacement sans entendre les doléances des « souchiens »), la discrimination en tant que minorité (puisque les « souchiens » seraient désormais minoritaires dans un pays envahi par les migrants), l'établissement sur le territoire national avant la colonisation (les « remplaçants » étant des colonisateurs, et les « remplacés » des colonisés) et la détention de spécificités culturelles en voie d'extinction et donc à sauvegarder (la culture, la langue et la « vision du monde » des peuples indo-européens). Mais il s'agit en réalité d'un détournement de la notion d'autochtonie, puisque la submersion de l'Europe par les migrants n'est confirmée par aucun spécialiste, et que par ailleurs la vision d'un peuple indo-européen blanc à la culture homogène et intacte depuis des millénaires relève plus de l'idéologie que d'une quelconque réalité historique et anthropologique.

Ainsi donc, l'idée d'un peuple autochtone blanc et de culture indo-européenne à défendre contre l'invasion des migrants est le nouvel avatar de l'identité nationale mythique, grand récit fédérateur du nationalisme, qui prend le relais du récit précédent, celui de peuple homogène doté d'une tradition paysanne pure et figée, enraciné dans un terroir et menacé par les Juifs cosmopolites, récit caractéristique du nationalisme français depuis son essor à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à 1945. On peut voir cette utilisation du concept d'autochtonie comme une stratégie rhétorique : les nationalistes tentent d'adapter leur grand récit à leur époque, en subvertissant les idéologies progressistes du moment. Mais on peut aussi s'interroger sur le sens de cet emprunt : la version nationaliste de l'autochtonie ne se fonde-t-elle pas sur une ambiguïté inhérente au concept lui-même ? En effet, si ce mot est réquisitionné pour défendre les droits de peuples opprimés, il suppose, dès son usage en Grèce ancienne (notamment à Athènes, voir Detienne, 2003) et peut-être jusqu'à nos jours, une coupure ontologique, une opposition discutable et idéologique entre « ceux qui sont d'ici » et les autres, qui viennent d'ailleurs, les étrangers ou immigrés, nécessairement différents et inassimilables. De ce point de vue, les usages nationalistes de l'autochtonie ne font qu'utiliser l'ambivalence qui existe dans une telle notion.

---

**Références**

---

**Barrès M.,**

*La terre et les morts : sur quelles réalités fonder la conscience française : troisième conférence.* Discours à la Ligue de la patrie française [1899], Paris, La ligue de la patrie Française.

**Brutel, C.,**

2017 « Être né en France d'un parent immigré », *INSEE Première*, 1634, février.

**Bat Ye'or,**

2006, *Eurabia*, Paris, éditions Jean-Cyrille Godefroy, [éd. originale : 2005].

**Camus J.-Y.,**

1996, « Origine et formation du Front national (1972-1981) » in Mayer N. et Perrineau P. (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences-Po : 17-36.

**De Benoist A.,**

1974, « Contre tous les racismes », *Éléments*, n°8-9, 1974.

**De Cock L., Meyran R. (dir.),**

2017 *Paniques identitaires. L'identité au prisme des sciences sociales, Vulaines-surr-Seine*, Éditions du Croquant, 2007.

**Demoule J.-P.,**

2014, *Mais où sont passés les Indo-Européens ? Le mythe d'origine de l'Occident*, Paris, Le Seuil.

**Detienne M.,**

2003, *Comment être autochtone. Du pur Athénien au Français raciné*, Paris, Le Seuil.

**Eribon, D.**

1992 *Faut-il brûler Dumézil ? Mythologie, science et politique*, Paris, Flammarion.

**Gagné N., Salaün, M.,**

2009, « De la difficulté de traiter les faits sociaux comme des 'choses' : l'anthropologie et la question autochtone », *Monde Commun*, 1, 2, automne.

**Guedj, P.**

2003 « 'Des Afro-Asiatiques' et des 'Africains'. Islam et afrocentrisme aux États-Unis », *Cahiers d'études africaines*, 172 [En ligne].

**Guilluy, C.**

2010 *Fractures françaises*, Paris, Bourin éditeurs.

2018 *No society. La fin de la classe moyenne occidentale*, Paris, Falmarion.

**Héran F.,**

2018, « L'Europe et le spectre des migrations subsahariennes », *Population et sociétés*, 558, septembre.

**Houellebecq M.,**

2015, *Soumission*, Paris, Flammarion.

**Le Bras, H.**

1998 *Le Démon des origines*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.

**Lévi-Strauss C.,**

1951, *Race et histoire*, Paris, UNESCO.

**Lê, J. & Okba, M.**

2018, « L'insertion des immigrés, de l'arrivée en France au premier emploi », *INSEE Première*, 177, novembre.

**Martínez Cobo J.,**

1987, *Study of the Problem of Discrimination Against Indigenous Populations*, New York, United Nations.

**Meyran R.,**

2009, *Le mythe de l'identité nationale*, Paris, Berg international.

**Meyran R. (avec la collaboration de Valéry Rasplus),**

2012 *Les pièges de l'identité culturelle*, Paris, Berg international.

**Noiriel G.,**

2007, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle). Discours publics, humiliations privées*, Paris, Fayard.

**Simon, P. et V. Tiberj,**

2008 « Sécularisation ou regain religieux : la religiosité des immigrés et de leurs descendants », Paris, INED, document de travail 196.

**Smith, S.**

2018, *La ruée vers l'Europe*, Paris, Grasset.

**Taguieff P.-A.**

1988, *La force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, La Découverte.

1999 (sous la dir. de) *L'antisémitisme de plume, 1940-1944, études et documents*, Paris, Berg International.

**Wieviorka, A.**

1992 « Présentation. La rafle », in Blanche Finger & William Karel, *Opération 'vent printannier'. 16-17 juillet 1942, La rafle du Vél d'hiv*, Paris, La Découverte : n.p.